

Question écrite n°2734 - Sujet : Projet d'installation d'un réacteur nucléaire "démonstrateur" à Cattenom

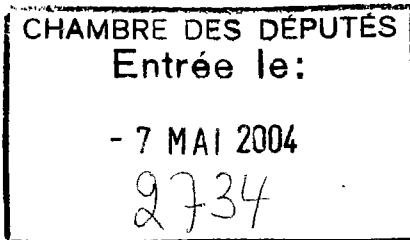
Auteur(s) : Monsieur Marc Zanussi, Député

Destinataire(s) : Monsieur Charles Goerens, Ministre de l'Environnement; Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

Date limite de réponse à la question : 07-06-2004

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
06-05-2004	Dépôt de la question	Document écrit de la question
22-07-2004	Réponse écrite de Monsieur Charles Goerens, Ministre par interim des Affaires étrangères et du Commerce extérieur; Monsieur Charles Goerens, Ministre de l'Environnement	Document écrit de la réponse



Monsieur Jean Spautz
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 6 mai 2004

Monsieur le Président,

Par la présente, je vous prie de bien vouloir transmettre la question parlementaire suivante à Madame la Ministre des Affaires Etrangères et à Monsieur le Ministre de l'Environnement.

En date du 23 octobre 2003, je m'adressais (question 2445) à Madame et Monsieur les Ministres à propos du projet français de renouveler le parc des centrales nucléaires françaises par le nouveau réacteur de type EPR (european pressurized water reactor).

Dans leur réponse commune, Madame et Monsieur les Ministres me faisaient savoir d'une part que « ... il est impossible de prévoir si des réacteurs du type EPR verront le jour ... » et d'autre part « il semblerait que le choix d'un site pouvant accueillir l'EPR n'est pas à l'ordre du jour ».

Or, hier le 5 mai, le conseil des ministres français a enteriné le projet de loi d'orientation sur l'énergie qui valide le lancement de ce projet.

Certes, la mise en fonctionnement de ces réacteurs ne sera effective qu'en 2015. D'ici là, l'Etat français, EDF et le groupe Areva qui le propose souhaitent expérimenter ce réacteur en grandeur nature. Un réacteur dit « démonstrateur » sera construit à proximité immédiate d'une centrale en fonctionnement. La centrale de Cattenom est citée parmi les 6 installations susceptibles d'accueillir ce projet de plus de 3 milliards d'euros.

L'EPR « démonstrateur » ne devrait pas être opérationnel avant 2012 mais les décisions doivent se prendre dès maintenant étant donné la durée de la procédure.

J'aimerais dès lors demander à Madame et Monsieur les Ministres quel accueil notre Gouvernement va-t-il réserver à ce projet qui risque de concerner directement notre pays s'il se développe sur le site de Cattenom ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.



Marc Zanussi
député

Réponse de Monsieur Charles Goerens, Ministre des Affaires Etrangères et de l'Environnement, à la question parlementaire no 2734 de feu Monsieur le député Marc Zanussi

En date du 6 mai 2004, la Chambre des Députés a fait parvenir au Ministère des Affaires étrangères la question parlementaire n° 2734 transmise par feu Monsieur le Député Marc Zanussi relative au projet de loi d'orientation sur l'énergie adopté par l'Assemblée nationale de la République française en date du 5 mai 2004 concernant notamment le renouvellement du parc des centrales nucléaires françaises par un nouveau réacteur dit de type EPR.

La question parlementaire vise à savoir quel accueil le Gouvernement luxembourgeois réservera à ce projet, qui de l'aveu de l'Honorable Député risque en effet de concerner directement notre pays si celui-ci devait se développer sur le site de Cattenom.

Le Gouvernement convient avec l'Honorable Député du fait que la construction d'un réacteur EPR sur le site de Cattenom n'est pas souhaitable. La construction d'une cinquième centrale sur le site risquerait en effet d'aggraver encore davantage les conséquences d'une situation caniculaire comme celle rencontrée au cours de l'été 2003.

En vue de la réunion du groupe technique franco-luxembourgeois sur la sûreté nucléaire/radioprotection qui s'est tenue le 1^{er} juillet dernier à Paris, la partie luxembourgeoise avait demandé aux autorités françaises de bien vouloir lui rendre compte des dernières réflexions quant au site de construction d'un futur réacteur-prototype EPR.

Lors de ladite réunion, les experts français ont confirmé à la partie luxembourgeoise que la décision de lancer un réacteur de type EPR avait en effet été approuvée en première lecture par l'Assemblée nationale lors du débat sur le projet de loi d'orientation, le 5 mai dernier.

D'après la partie française, le site retenu serait a priori un site maritime, vu les rejets thermiques engendrés par la nouvelle technologie.

Electricité de France doit prochainement décider de la commande d'un tel réacteur. L'évolution ultérieure passera par la saisine d'une commission appelée à organiser un débat public, qui prend entre six et neuf mois, avant que la procédure administrative ne soit lancée.

Il va de soi que le Gouvernement continuera à suivre de manière étroite l'évolution de ce dossier.